

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Convention

Le président de la délégation du Parlement européen à la Convention, Mendez de Vigo, a demandé la Convocation d'un nouveau forum pour la société civile, dès que la Convention aura des textes officiels, soit en avril ou mai.

---

### AGCS

En réponse à la consultation de la société civile, le CELSIG a écrit, le 30 janvier dernier, au commissaire Lamy en charge du commerce, pour lui faire part de ses observations et propositions sur les documents de négociations sur l'Accord général sur l'amélioration de l'accès au marché pour les services (AGCS), dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) – texte disponible sur demande à [celsig@globenet.org](mailto:celsig@globenet.org).

Le CELSIG précise ses inquiétudes en ce qui concerne les services d'intérêt général et s'interroge sur des négociations menées dans le cadre d'une organisation, l'OMC, qui n'a pas su résister aux pressions américaines sur la question des médicaments. Il demande, notamment, qu'avant de se lancer dans cette aventure aux conséquences imprévisibles et hasardeuses, la Communauté européenne (CE) précise clairement ses politiques en matière de services d'intérêt général, y compris de services d'intérêt général européens ; joue un rôle de modèle au plan mondial en renforçant dans la future Constitution européenne les articles 16 du traité CE et 36 de la charte des droits fondamentaux ; saisisse l'occasion de ces négociations pour demander un travail de remise à plat de la réglementation mondiale, y compris l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), donc de l'OMC et de l'AGCS, pour prendre en compte les aspects sociaux et environnementaux, organiser les solidarités.

---

### Aides d'Etat

En réponse au "non-paper" de la DG Concurrence sur "Services d'intérêt économique général et aides d'Etat", le CELSIG a écrit, le 30 janvier 2003, au commissaire Monti – texte disponible sur demande à [celsig@globenet.org](mailto:celsig@globenet.org).

Le CELSIG souligne, notamment, que le document comporte une série d'enchaînements qui conduisent à considérer que toute activité est économique et doit relever de la concurrence. Il vise à faire partager une conception sur les rapports entre les aides d'Etat et les services d'intérêt économique général et enclenche une concertation trop partielle et limitée, alors qu'il soulève des questions clés quant aux orientations et aux politiques qui seront demain celles de l'Union européenne. Celles-ci ne sauraient être abordées et tranchées au détour d'une brève mise en discussion d'un "non-paper". C'est pourquoi le CELSIG demande que soit organisé un réel débat public sur les aides d'Etat aux SIEG, auquel participeront tous les acteurs concernés, mené en même temps que le débat prévu sur le Livre vert sur les services d'intérêt général, car contrairement à ce qu'affirme la DG concurrence, le contenu des deux exercices est complètement lié.  
.../..

### Convention

The leader of the European Parliament's delegation to the Convention, Mendez de Vigo, called for the convening of a another forum of the Civil society soon after the publication by the Convention of official texts, either in April or in May.

---

### GATS

In response to the consultation made by the civil society, on 30<sup>th</sup> January CELSIG wrote to Commissioner Lamy, responsible for commerce, to present him its observations and proposals concerning negotiations documents for the general agreement for trade of services to markets (GATS) within the framework of the World Trade Organisation WTO - the full text is available on demand from [celsig@globenet.org](mailto:celsig@globenet.org).

CELSIG stresses its concern on services of general interest and questions the effectiveness of negotiations that are run within the framework of an organisation, the WTO, which had failed before to resist to the American pressure on the issue of drugs. It is requesting, in particular that, before embarking on such an adventure, whose consequences are un predictable and hazardous, the European Community (EC) should clearly specify its policies concerning services of general interest, including European services of general interest; play the role of a model, at the world level, by reinforcing articles 16 of the EC Treaty and 36 of the charter of fundamental rights, in the future European Constitution; take the opportunity offered by these negotiations to call for discussions which would lead to thorough reconsideration of the world order including the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) and thus, the WTO and the GATS, in order to take into consideration social and environmental aspects and organise solidarities.

---

### State aid

In reply to the "non-paper" of the competition DG on services of general economic interest and State aid", on 30<sup>th</sup> January 2003, CELSIG wrote to Commissioner Monti - text available on demand from [celsig@globenet.org](mailto:celsig@globenet.org)

CELSIG stresses, in particular that, the document contains a series of linked ideas which lead to suggesting that any activity is necessarily economic and should therefore be governed by competition rules. The document aims at dividing a conception on relationships between State aid and services of general economic interest and triggers a concentration which is too partial and too restricted, whereas it raises key issues on tomorrow's orientations and policies of the European Union. Such issues cannot be satisfactorily tackled and decided through a brief discussion of a "non-paper". This is why CELSIG is calling for the organisation of a true public debate on State aid granted to SGEI, in which all concerned actors will participate and which will be conducted at the same time as the planned debate on the Green Paper on services of general interest, for, contrary to what the competition DG reiterates, the subject matters of these two debates are firmly linked.  
.../..

## Transports

♦ **Rail** : Le Parlement européen, en première lecture (codécision), a approuvé, le 14 janvier dernier, le deuxième paquet de propositions de directives sur le rail.

Le rapport de Georg Jarzembowski (PPE, Allemagne), sur le développement de chemin de fer communautaire, demande l'ouverture du réseau pour les services nationaux et internationaux de fret et les services internationaux de voyageurs au 1<sup>er</sup> janvier 2006, et pour le transport national de voyageurs au 1<sup>er</sup> janvier 2008, contrairement à la position de la Commission qui ne souhaite pas accélérer la libéralisation du transport de voyageurs.

Le rapport de Dirk Sterckx (ELDR, Belgique), sur la sécurité des chemins de fer et le développement de stratégies communautaires, demande des règles plus strictes que celles proposées par la Commission : limitation des règles nationales, certificats de sécurité pour les entreprises et les gestionnaires de réseaux, formation de tout le personnel et certification en matière de sécurité, élaboration par la Commission d'un permis européen de conducteur de train et d'une réglementation sur les temps de conduite et de repos, plus grande implication du Parlement dans l'élaboration des objectifs et méthodes de sécurité communes.

Le rapport de Gilles Savary (PSE, France), sur la proposition de règlement instituant une Agence ferroviaire européenne, marque son accord pour que la future Agence soit essentiellement technique et présidée par la Commission européenne. Un amendement demande que le secteur ferroviaire dispose, au sein de l'Agence, de quatre membres choisis par lui. Il demande également que : les pays candidats participent aux travaux de l'Agence ; les pouvoirs de contrôle du Parlement soient renforcés ; les partenaires sociaux soient impliqués ; l'Agence fixe les conditions cadres pour la délivrance des certificats de sécurité.

Le rapport de Sylviane Ainaridi (GUE/NLG, France), sur l'interopérabilité du système ferroviaire transeuropéen, se prononce en faveur d'une harmonisation des normes technologiques et d'une accélération de leur mise en œuvre. Le Parlement a rejeté un amendement visant à impliquer les partenaires sociaux dans l'établissement des spécifications techniques, et deux propositions orales du rapporteur sur l'absence de dispositions relatives au financement de ces nouvelles mesures.

♦ **Transport aérien** : Le Parlement européen a adopté, le 16 janvier dernier, le rapport de Nicholas Clegg (PPE, Grande Bretagne) sur la proposition de règlement de la Commission relative à la protection contre les subventions et les pratiques tarifaires déloyales en matière de transport aérien. Ce rapport demande un renforcement des compétences communautaires afin de mettre fin aux distorsions concurrentielles par les subventions attribuées par certains Etats tiers à leurs compagnies nationales après les attentats du 11 septembre, ainsi que la mise en œuvre de ce règlement à partir du 1<sup>er</sup> avril 2003.

♦ **"Ciel ouvert"** : Suite à la proposition faite par les Etats Unis aux Etats membres de l'Union individuellement de modifier les accords de "ciel ouvert" pour supprimer la clause de la nationalité afin de prendre en compte l'arrêt de la Cour de justice CE (voir bulletin 117), la Commission a averti les Etats membres qu'elle attaquera ceux qui seraient tentés d'accepter cette proposition de nature à entretenir les distorsions de concurrence à l'intérieur de l'Union.

## Transports

♦ **Rail**: On 14<sup>th</sup> January the European Parliament endorsed, in its first reading, the second package of proposals on railway directives.

The report by Georg Jarzembowski (PPE Germany) on the development of Community railways, is calling for the setting up of a network for national and international freight services and one for international passengers services from 1<sup>st</sup> January 2006, then a network for national passenger transport from 1<sup>st</sup> January 2008, this is contrary to the Commission's wish, which is against the acceleration of the liberalisation of passenger transport.

The report by Dirk Sterckx (ELDR Belgium) on railways safety and the development of Community strategies, is calling for more strict rules than those proposed by the Commission: limitation of national rules, safety certificates for firms and for network managers, training and certification of all personnel involved in safety matters, drawing up, by the Commission, of a European locomotive driver's licence and of regulation concerning the driver's working time and rest periods, wider involvement of the Parliament in the preparation of common safety objectives and methods.

The report by Gilles Savary (PSE France) on the regulation proposal, establishing the European Railway Agency, expresses its approval for the future Agency to remain essentially technical and to be headed by the European Commission. An amendment requires that the railway sector be represented in the Agency by four members of its choice. It is also requiring that: candidate countries should take part in the activities of the Agency; controlling powers of the Parliament should be strengthened; social partners should be involved; the Agency should draw up framework directives for the issuing of safety certificates.

The report by Sylviane Ainaridi (GUE/NLG France) on the interoperability of the trans-European railway system, is in favour of the harmonisation of technological standards and of an acceleration of their application. The Parliament has rejected an amendment aimed at involving social partners in the setting up of technical specifications and turned down two verbal proposals from the rapporteur concerning the absence of measures on the financing of these new steps.

♦ **Air transport**: On 16<sup>th</sup> January, the European Parliament adopted a report by Nicholas Clegg (PPE, Great Britain) on the regulation proposal from the Commission concerning protection against subventions and unfair practices on charges in air transport. The report is calling for the reinforcement of Community competences in order to remove competition distortions brought about by subventions granted by certain non-Union States to their national airlines, following the September 11<sup>th</sup> 2001 attacks, as well as the application of this regulation starting from 1<sup>st</sup> April 2003.

♦ **"Open Sky"**: Following the proposal by the United States, made individually to member states of the Union, inviting them to amend "open sky" agreements by removing the nationality clause, in order to take into account the decision of the Court of Justice EC (see bulletin 117), the Commission has warned that it will take action against Member States which will be tempted to accept such a proposal whose effect will be to maintain competition distortion within the Union.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : <celsig@globenet.org> Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.